



# Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

5 octobre 2000

Français

Original: anglais

---

## Cinquième Commission

### Compte rendu analytique de la 9<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 5 octobre 2000, à 10 heures

*Président :* M. Kelapile (Vice-Président). . . . . (Botswana)  
*Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires :* M. Mselle

## Sommaire

Point 169 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

*En l'absence de M. Rosenthal (Guatemala), M. Kelapile (Botswana), Vice-Président, prend la Présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 169 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)**

1. **M. Mbanefo** (Nigéria), intervenant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que les difficultés financières actuelles de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas liées au barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix et pourraient être réglées si les États Membres, en particulier celui dont la quote-part est la plus grande, versaient leurs arriérés et s'acquittaient de leurs obligations en versant l'intégralité de leur contribution ponctuellement et sans conditions.

2. Les principes destinés à servir de guide pour la répartition du coût des opérations de maintien de la paix approuvés par l'Assemblée Générale dans les résolutions pertinentes [1874 (S- IV) et 3101 (XXVIII)] doivent servir de base pour tout débat sur le barème des quotes-parts. Comme les pays en développement ne peuvent apporter qu'une contribution limitée aux opérations de maintien de la paix, il faut, dans ce débat, tenir compte de leur situation économique et des responsabilités particulières qui incombent aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité en matière de financement des opérations de maintien de la paix. À cet égard, le Groupe des 77 et la Chine pensent que l'introduction d'une nouvelle règle fixant une contribution minimale pour ces membres serait contraire au principe de la capacité contributive et donc injustifiée. Pour terminer, l'orateur souligne la nécessité de conclure un accord sur le barème des quotes-parts pour le budget ordinaire avant d'engager un débat sur le barème spécial, ainsi que d'avoir un débat ouvert et transparent dans lequel tous les États Membres puissent intervenir de façon significative; le Groupe des 77 et la Chine attendent avec intérêt les résultats des consultations officielles sur la question et l'ouverture d'un dialogue constructif.

3. **M. Darwish** (Égypte) réaffirme l'importance que son pays attache au maintien de la paix en tant que moyen de préserver la paix et la sécurité internationales et souligne le rôle qu'il a assumé à cet égard pendant de nombreuses années. Il souscrit aux déclarations fai-

tes par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par le représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Il est impossible de rétablir la situation financière de plus en plus grave de l'Organisation si les États Membres ne versent pas leur contribution au budget du maintien de la paix intégralement et dans les délais. En outre, les retards forcent l'Organisation à différer le remboursement des sommes dues aux pays en développement, y compris l'Égypte, au titre de leur participation à des opérations de maintien de la paix, ce qui se répercute sur la capacité de ces pays de fournir la contribution voulue.

4. La délégation de l'orateur est prête à participer à un débat visant à garantir l'appui financier et administratif nécessaires pour les opérations de maintien de la paix. À cet égard, il ré-insiste sur la nécessité de tenir compte des principes directeurs évoqués par le représentant du Nigéria. En particulier, le barème des quotes-parts doit tenir compte de la situation économique particulière des pays en développement et des responsabilités spéciales des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'orateur souscrit à l'observation du représentant du Mexique selon lequel il est inacceptable qu'un pays en développement verse une contribution plus importante qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, et espère que les nouvelles propositions avancées par le Mexique, les États Unis d'Amérique et l'Union Européenne seront distribuées pour que l'Assemblée puisse continuer de les examiner. Il est disposé à engager un débat visant à forger un consensus sur le barème de répartition des dépenses de maintien de la paix de façon à ce que tous les États Membres honorent leur obligation de verser leur contribution intégralement et ponctuellement, ce qui permettra à l'Organisation de s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

5. **M. Fonseca** (Brésil), souscrit aux déclarations faites par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par le représentant de la Colombie au nom du Groupe de Rio. Sa délégation attache une grande importance au point examiné. La crise financière des opérations de maintien de la paix est très préoccupante et ne fait que s'aggraver avec la complexité croissante de ces opérations. Le Brésil, qui a toujours appuyé les opérations de maintien de la paix et fourni des contingents importants, reste attaché au succès de ces opérations.

6. Les recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809) méritent un examen approfondi. Il importe de déterminer soigneusement les meilleurs moyens d'obtenir les ressources supplémentaires considérables que nécessite leur application. Le barème actuel est dépassé et doit être réformé, mais l'on ne peut pas imputer les problèmes financiers actuels à des erreurs de méthode; ces problèmes sont dus au fait que l'État Membre qui verse la plus grande contribution ne s'acquitte pas de ses obligations intégralement, ponctuellement et sans conditions.

7. La délégation de l'orateur est fière d'avoir dirigé les négociations relatives à la résolution 3101 (XXVIII), qui énoncent les principes régissant le financement des missions de maintien de la paix des Nations Unies. Ces principes sont tout aussi valables aujourd'hui qu'en 1973 et restent, à son avis, justes et équitables. Sa position sur ce point n'a pas changé, mais elle est disposée à envisager des propositions visant à moderniser la formule à condition que cela n'entraîne aucune modification des trois principes fondamentaux : responsabilité collective du coût des opérations de maintien de la paix, responsabilité spéciale des membres permanents du Conseil de sécurité, et limites de la capacité contributive des pays économiquement peu développés.

8. Comme la plupart des pays en développement sont exclus du processus de prise de décisions concernant le lancement et l'entretien des missions de maintien de la paix, toute modification du barème spécial qui impliquerait une réduction de la quote-part des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ou des pays développés serait difficilement justifiable. Par souci d'équité et pour obtenir des résultats acceptables à tous les Membres, il importe de ne pas oublier qu'il est impossible de formuler des conclusions définitives tant qu'on n'a pas évalué les effets qu'aurait le barème des quotes-parts pour le budget ordinaire de la période 2001-2003 sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de maintien de la paix.

9. **M. Baali** (Algérie) appuie les déclarations faites par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par le représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Il juge urgent de réformer le barème pour le maintien de la paix car l'actuel mécanisme est dépassé et ne sert ni la cause de la paix mondiale ni les intérêts des États

Membres. Vu l'importance des opérations de maintien de la paix dans un monde caractérisé par de multiples conflits régionaux ou internes, il importe de donner aux missions les ressources financières, humaines et logistiques indispensables pour qu'elles puissent exécuter leur mandat. À cet égard, il incombe à tous de traduire dans les faits l'engagement pris par les Chefs d'État et de Gouvernement, dans le Déclaration du Millénaire, de faire en sorte que l'Organisation dispose en temps voulu et de façon prévisible des ressources nécessaires pour s'acquitter de sa tâche, en participant de manière constructive à des consultations transparentes et ouvertes permettant d'aboutir à une réforme consensuelle du barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix.

10. Depuis l'établissement du barème spécial, en 1973, la situation économique de certains pays, notamment celui de l'orateur, a beaucoup changé et cela s'est répercuté sur leur capacité contributive. Il est donc temps d'adapter ce mécanisme pour en faire un moyen efficace de relever le défi du maintien de la paix. L'accroissement considérable du nombre, de l'étendue et de la complexité des opérations de maintien de la paix depuis une dizaine d'années a entraîné un doublement du montant total du budget du maintien de la paix et il y a donc lieu de douter que le barème actuel puisse garantir un financement régulier et approprié de ces opérations. La délégation algérienne est d'autant plus préoccupée que la dette de l'Organisation envers les États fournisseurs de contingents, dont la plupart sont des pays en développement, s'élève aujourd'hui à 800 millions de dollars. Vu l'augmentation du coût des opérations de maintien de la paix, l'exécution des mandats sera un jour ou l'autre compromise. Il est donc essentiel de remédier aux anomalies du mécanisme spécial qui sert à leur financement. À cet effet, il faut absolument que des propositions franches, précises, justes et réalistes soient présentées pour examen, afin qu'on puisse établir un barème plus équitable et plus viable. La délégation de l'orateur ne soutiendra que des propositions qui ne s'écartent pas des principes fondamentaux, à savoir la responsabilité spéciale des membres permanents du Conseil de sécurité et la nécessité de tenir compte de la capacité relativement limitée des pays en développement, et en particulier de prévoir un dégrèvement en faveur des pays les moins avancés. Il est impératif que la méthode de calcul des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix soit fondée sur des paramètres clairs et objectifs, en particulier le revenu par habitant.

11. **M. Martynov** (Bélarus) dit que l'heure est venue de négocier un barème équitable et transparent pour le financement des opérations de maintien de la paix. Le maintien de la paix est en train de devenir un des aspects prioritaires de la participation de son pays à l'Organisation des Nations Unies. Le Bélarus met actuellement la dernière main à un accord de coopération avec l'Organisation dans le cadre du système des arrangements d'urgence, et des experts civils du Bélarus travaillent au Kosovo et au Timor Oriental.

12. Le Bélarus fait tout son possible pour financer sa part des opérations de maintien de la paix et a réuni les conditions nécessaires à cet effet. Par sa résolution 54/242, l'Assemblée a restructuré le versement de ses contributions et de ses arriérés, dont l'accumulation était due en grande partie à des circonstances indépendantes de sa volonté. Le Bélarus a intégralement versé sa contribution au budget ordinaire et, au début de 2000, s'est acquitté de sa contribution au budget des opérations de maintien de la paix depuis le 1er janvier 1996. Il a aussi contribué au financement des tribunaux internationaux. Il a l'intention de continuer d'honorer ses obligations financières envers l'Organisation, car la stabilité de celle-ci dépend avant tout du versement ponctuel des contributions des États Membres. À la fin de 2000, il aura ouvert des crédits pour ses contributions au budget ordinaire, aux opérations de maintien de la paix et aux tribunaux internationaux pour 2001.

13. La question du barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix est une complexe. Lorsqu'elle prend des décisions à ce sujet, la Commission doit veiller à éviter toute erreur; par le passé, le Bélarus a souffert des conséquences de décisions erronées. Il convient que le nouveau barème soit fondé sur la capacité contributive, qui doit être mesurée sur la base de données précises relatives au produit national brut (PNB) et au revenu par habitant. Il doit tenir compte de la capacité contributive des pays en développement en prévoyant un plancher plus bas et en intégrant les arriérés accumulés par ces pays.

14. L'orateur est reconnaissant aux pays qui ont annoncé qu'ils étaient disposés à renoncer à l'abattement de 80 % appliqué à leur contribution aux opérations de paix et appuie la demande formulée par l'Afrique du Sud, qui souhaite être classée dans le groupe C. Le Bélarus s'est trouvé dans la même situation il y a quelques années, lorsqu'un accord avec le Portugal lui a permis d'être reclassé dans le groupe C. Les données relatives à son développement économique montrent

clairement qu'il doit rester dans ce groupe et que le nouveau barème ne doit entraîner aucune augmentation de sa contribution aux opérations de maintien de la paix. Son gouvernement envisage de verser des contributions additionnelles pour financer les activités de maintien de la paix de l'Organisation.

15. **Mme Achouri** (Tunisie) dit que le maintien de la paix est l'activité la plus visible des Nations Unies et donc celle sur laquelle l'opinion mondiale se fonde pour mesurer laquelle l'efficacité de l'Organisation. Compte tenu de l'évolution quantitative et qualitative considérable des opérations de paix, ainsi que des nouveaux défis, une réforme globale s'impose. Pour être efficace cette réforme doit englober l'aspect financier des opérations.

16. La délégation tunisienne attache une grande importance aux principes sur la base desquels l'Assemblée a institué le barème spécial des opérations de maintien de la paix, à savoir la responsabilité collective des États Membres, la responsabilité spéciale des membres permanents du Conseil de Sécurité et la capacité limitée des pays en développement de participer au financement des opérations. Elle souscrit à la position du Mouvement des pays non alignés, qui a demandé que ces principes soient consacrés d'une manière permanente comme fondement du système de financement des opérations de paix.

17. Le principe de la capacité de paiement des États Membres doit être dûment prise en compte, mais il faut respecter un équilibre entre les considérations d'ordre économique et politique pour mettre en place un barème vraiment équitable qui n'alourdisse pas la charge assumée par les pays en développement. Le barème des quotes-parts pour les opérations de paix doit continuer d'être fondé sur le barème des quotes-parts pour le budget ordinaire, qui est le mieux à même de refléter la capacité de paiement des États Membres. Compte tenu du lien étroit existant entre ces deux barèmes, il convient d'achever le plus vite possible les travaux relatifs au barème du budget ordinaire afin de pouvoir prendre une décision au sujet du financement des opérations de maintien de la paix au cours de la présente partie de la cinquante-cinquième session.

18. **Mme Legwaila** (Botswana), souscrit à la déclaration faite par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Il importe de ne pas oublier que la nécessité de prévenir les conflits et de maintenir la paix, ainsi que le coût d'un échec dans ce

domaine, sont plus grands que partout ailleurs en Afrique, où plusieurs missions de maintien de la paix des Nations Unies opèrent actuellement. Par conséquent, l'issue du débat en cours intéresse au plus haut point le Botswana et les Africains en général; la principale préoccupation du Botswana est de trouver des solutions concrètes à des problèmes concrets.

19. Il convient de continuer de s'appuyer sur les principes fondamentaux qui ont déjà bien servi l'Organisation, à savoir la responsabilité collective des États Membres, qui doivent prendre en charge les dépenses de l'Organisation, et la capacité contributive. La délégation du Botswana exhorte tous les États Membres à suivre l'exemple de son pays et à s'acquitter de leurs obligations financières et autres envers l'Organisation. Les principes et lignes directrices énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée restent des fondations solides pour le mécanisme de répartition des dépenses de maintien de la paix. L'abattement en faveur des États Membres qui ont de réelles difficultés économiques devra être conservé dans le barème futur et il faudra aussi continuer de tenir compte des responsabilités particulières des membres permanents du Conseil de sécurité.

20. L'oratrice pense elle aussi que les recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809) proposent un projet réaliste qui pourrait faire progresser les efforts de paix des Nations Unies dans les années à venir. Toutefois, en l'absence d'un engagement politique renouvelé des États Membres, des modifications institutionnelles nécessaires et d'un accroissement de l'appui financier, la capacité de maintien de la paix de l'Organisation restera toujours précaire.

21. **M. Mahbuni** (Singapour) dit que son petit pays, malgré ses progrès économiques, a décidé pour des raisons politiques de ne pas adhérer à des regroupements de pays du Nord tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) parce qu'il se considère comme un pays du Sud.

22. L'Organisation des Nations Unies est la seule organisation compétente en matière de sécurité collective à l'échelle mondiale, mais ses membres ne lui ont pas donné les ressources financières ou humaines nécessaires pour s'acquitter de cette responsabilité. Dans leurs décisions, les 15 membres du Conseil de sécurité ne traitent pas toutes les parties du monde de la même

façon. Lorsque des conflits éclatent dans des zones jugées cruciales, comme le Kosovo, des ressources humaines et financières considérables sont mobilisées; par contre, pour des régions jugées moins importantes, comme l'Afrique, il est plus difficile de trouver les ressources. Les pays qui prennent ces décisions doivent en assumer la responsabilité. C'est pourquoi il faut que le barème des quotes-parts pour les opérations de paix continue de comporter une catégorie A aussi longtemps que le Conseil de sécurité aura des membres permanents. Les autres pays doivent veiller à ce que ces cinq pays assument leurs responsabilités.

23. La démocratie est censée être une des grandes valeurs du « village mondial », mais certains membres du Conseil de sécurité ne sont pas élus par les autres Membres de l'Organisation et n'ont pas de comptes à leur rendre. Singapour reconnaît que les inégalités de pouvoir entre les différents Membres de l'Organisation sont inévitables, mais considère que les grandes puissances et les pays qui aspirent à ce statut doivent aussi accepter des inégalités dans le barème des quotes-parts pour le maintien de la paix, inégalités qui sont censées refléter des réalités politiques et économiques. Pour que les opérations de paix de l'Organisation soient solidement financées, il faut réexaminer le classement des pays dans le barème actuel et le mettre à jour de façon à tenir compte de tout l'éventail des situations économiques et politiques contemporaines.

24. Presque tous les pays sont d'accord sur le fait que la capacité contributive doit être le fondement du barème, mais ils ne sont pas d'accord sur la façon dont il convient de la mesurer. Pour ce qui est du critère du revenu par habitant, certains pays ayant des ressources humaines et naturelles abondantes ont un revenu par habitant peu élevé car ils sont très peuplés, tandis que d'autres pays moins peuplés ont un revenu par habitant très élevé mais qui donne une idée trompeuse de leur poids dans la communauté internationale. À cet égard, il est significatif que sept des 10 pays dont le revenu par habitant est le plus élevé ont une population inférieure à 10 millions d'habitants et que les plus petits pays du monde se trouvent parmi les 50 pays dont le revenu par habitant est le plus élevé. Le revenu par habitant est donc à lui seul un critère insuffisant pour mesurer la capacité contributive.

25. Il est assez paradoxal que les Membres de l'Organisation soient appelés à approuver une réduction de la contribution du Membre le plus riche alors que celui-ci s'enrichit de jour en jour. Il est inévitable

qu'une révision du barème des quotes-parts pour le maintien de la paix entraîne une augmentation de la contribution de certains pays, mais il serait inéquitable d'imposer cette modification uniquement dans le but de réduire la contribution du pays le plus riche. Toute augmentation des contributions doit être mise en œuvre de façon progressive.

26. Comme la communauté mondiale est de plus en plus interdépendante, chaque pays a intérêt à assurer la survie du Conseil de sécurité. Il vaut mieux avoir un Conseil de sécurité imparfait que de ne pas en avoir du tout. Si la Commission gère mal cette question, elle risque de mettre en danger la seule organisation compétente en matière de sécurité collective à l'échelle mondiale. C'est pourquoi la délégation de Singapour participera de façon constructive aux négociations relatives au nouveau barème des quotes-parts pour le maintien de la paix et soutiendra toute solution équitable qui ne soit pas structurellement défavorable à un pays ou à un groupe de pays.

27. **M. Yel'chenko** (Ukraine) dit que la réforme du système de répartition des dépenses de maintien de la paix de l'Organisation est au cœur de l'effort global visant à renforcer ses capacités de maintien de la paix. Alors qu'elle doit relever des défis sans précédent en raison de l'ampleur et de la complexité croissante des opérations de maintien de la paix, il faut examiner attentivement les réformes proposées par le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies. Vu le gonflement des besoins de financement du maintien de la paix, il importe plus que jamais de répartir le fardeau de façon équitable afin que l'Organisation puisse obtenir des ressources suffisantes.

28. Il est assez contradictoire que les États Membres, alors qu'ils cherchent déjà depuis un certain temps à améliorer la méthode d'établissement du barème des quotes-parts pour le budget ordinaire, aient attendu 27 ans avant de s'attaquer au système de financement des opérations de maintien de la paix, même si ce financement se fonde sur un barème spécial. Ce système reflète mal la capacité contributive d'un certain nombre de pays et ne tient pas compte de l'évolution de la situation économique des États Membres. En raison de sa rigidité, la contribution mise à la charge de l'Ukraine durant la forte expansion des activités de maintien de la paix, au milieu des années 90, a été très excessive.

29. Le nouveau barème des contributions des quotes-parts pour le maintien de la paix doit tenir compte à la fois de la responsabilité collective des États Membres et de leur capacité contributive, ainsi que des responsabilités particulières des membres permanents du Conseil de sécurité et du fait que les pays économiquement peu développés n'ont guère les moyens de contribuer au maintien de la paix. Il devrait s'appuyer sur le barème ordinaire et les groupes de pays devraient être constitués sur la base d'un critère de revenu national brut (PNB) par habitant, à déterminer par la Commission. Il y a là une occasion historique d'établir un mécanisme stable, transparent et équitable pour la répartition des dépenses de maintien de la paix.

30. **M. Valfré** (Pérou) dit que la réforme du barème des quotes-parts pour les opérations de paix présente un intérêt tout particulier pour les pays en développement. Le Pérou, en tant que pays fournisseur de contingents, considère qu'il faut institutionnaliser les mécanismes de financement des activités de paix de façon que l'Organisation puisse s'acquitter de sa tâche dans ce domaine avec des moyens humains et matériels suffisants et apporter une contribution décisive au règlement des conflits. En définissant des mandats adaptés et en permettant aux missions de maintien de la paix d'agir dans les meilleures conditions, on accroîtrait l'efficacité et la sécurité du personnel déployé sur le terrain et cela contribuerait à aider les missions à atteindre leurs objectifs.

31. Le nouveau barème devrait être le fruit d'un compromis tenant compte des besoins croissants de l'Organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, des considérations liées à l'importance politique de la participation des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité à la prise de décisions sur les opérations de paix, et du niveau de développement économique de chaque État Membre, en particulier les pays en développement ou relativement peu développés. Parmi les paramètres à employer pour déterminer le montant des contributions devrait figurer la taille relative de l'économie de chaque pays, calculé de la même façon que pour le barème ordinaire, lequel devrait servir de base pour le nouveau barème des contributions au maintien de la paix. La répartition des pays en quatre groupes est un moyen utile d'accélérer l'examen de la situation de pays qui se trouvent à un niveau de développement économique similaire, mais il importe de déterminer les seuils et les abattements avec beaucoup de soin pour éviter que les

pays en développement ne soient amenés à assumer une partie de la contribution actuelle des pays développés. Il serait plus facile aux pays en développement d'honorer leurs obligations si une éventuelle hausse de leur contribution était appliquée de façon progressive.

32. De nombreux États Membres ont appuyé l'initiative de révision du barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix. Comme cette question est liée aux obligations financières de tous les États Membres envers l'Organisation, les décisions y relatives doivent être prises par consensus. La Déclaration du Millénaire montre bien que la majorité des États Membres aspirent à renforcer la capacité de l'Assemblée générale d'examiner les questions liées à la paix et à la sécurité internationales et de faire des recommandations à leur sujet, conformément aux dispositions de la Charte. Il y aurait ainsi un lien plus direct entre le processus de prise de décisions sur les opérations de paix et la capacité de les financer.

33. **M. Sharma** (Inde) dit que, même si la majorité des opérations de maintien de la paix sont menées dans des pays en développement et si la majorité des pays fournisseurs de contingents sont des pays en développement, la plupart des habitants de ces pays accordent beaucoup plus d'importance aux activités de développement socio-économique des Nations Unies qu'au maintien de la paix. Les gouvernements des pays en développement, y compris le Gouvernement indien, comprennent bien l'importance du maintien de la paix en tant qu'obligation internationale, mais ont une conception plus large du travail de l'Organisation et ne pensent pas, contrairement aux pays développés, que le maintien de la paix en soit la composante la plus importante. Il est donc difficile de comprendre pourquoi les défenseurs les plus ardents d'un renforcement des capacités de maintien de la paix de l'Organisation ne sont pas disposés à assumer leur part du coût, d'autant qu'ils peuvent facilement se le permettre.

34. D'après les chiffres parus dans le Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 : Combattre la pauvreté, le montant de la réduction des contributions aux opérations de maintien de la paix que les huit pays développés les plus riches souhaitent obtenir ne représentait pas plus de 0,001 % de leur PNB total en 1999, 0,084 % de la croissance de leur PNB total entre 1998 et 1999, et 0,006 % de leurs dépenses publiques intérieures en 1998. En outre, aucun de ces pays n'atteignaient même la moitié de l'objectif convenu consistant à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide pu-

blique au développement. S'ils l'avaient atteint, cela aurait peut-être transformé la situation de nombreux pays en développement au point qu'il n'aurait pas été nécessaire d'y déployer des missions de maintien de la paix. Il convient donc que les pays qui versent les contributions les plus importantes répondent à ce qui leur est demandé en se fondant sur une vision plus globale des choses.

35. L'Inde et les autres pays en développement fournisseurs de contingents n'ont pas pressé l'Organisation de leur rembourser ce qui leur était dû au titre des contingents et équipements fournis, dont le montant représentait généralement plusieurs centaines de millions de dollars. Bien au contraire, on dit maintenant à ces pays que ces montants, auxquels il peuvent difficilement se permettre de renoncer, ne leur seront remboursés que si les pays les plus riches obtiennent une nouvelle réduction de leur quote-part, alors même que les sommes en jeu sont négligeables par rapport à leur poids économique, comme le montrent les données de la Banque Mondiale.

36. Ce qui est irréaliste, ce n'est pas tant le barème des quotes-parts que les mandats définis par le Conseil de sécurité pour les opérations de paix. L'explosion du coût de ces opérations est due en grande partie au fait qu'on leur assigne des tâches de plus en plus ambitieuses et souvent irréalisables, pour des motifs politiques sans rapport avec les besoins des pays auxquels elles sont censées venir en aide. Dans ces conditions, les missions sont vouées à l'échec et ensuite l'Organisation est accusée d'être inefficace et de mal employer l'argent qui lui est confié.

37. Sur la base du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809), la Commission sera invitée à approuver la création de nouveaux postes au Département des opérations de maintien de la paix. Toutefois, les échecs de ces opérations ont été dus au manque de volonté politique ou à des défauts d'exécution sur le terrain et ce n'est pas en renforçant les effectifs du Département qu'on pourra les éviter. Ce Département aurait certainement besoin de renforts, mais il en va de même pour presque tous les autres départements du Secrétariat. Si l'on accroît les effectifs du Département des opérations de maintien de la paix dans le cadre d'un budget à croissance nulle en termes nominaux, cela signifie que les ressources et le travail de l'Organisation seront orientés vers des priorités qui sont celles d'une poignée d'États Membres seulement.

Il faut donc examiner soigneusement les conséquences des décisions de la Commission à cet égard.

38. **M. Effah-Apenteng** (Ghana) dit que, conformément à la volonté exprimée par les Nations Unies dans la Déclaration du Millénaire, la communauté internationale doit chercher à faire en sorte que l'Organisation obtienne les ressources financières, humaines et autres dont elle a besoin pour s'acquitter de sa mission, qui comprend le maintien de la paix et de la sécurité internationales. À tort ou à raison, l'opinion publique évalue et juge l'Organisation sur la base de l'efficacité de ses opérations de maintien de la paix. Le principal problème est le problème financier. Ce problème est certes considérable, mais on pourrait le résoudre si les États Membres se montraient capables de la volonté politique nécessaire, comme le souligne dans son rapport le Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809).

39. Le Ghana continuera de fournir des contingents et de jouer un rôle actif dans les opérations de paix des Nations Unies, comme il le fait depuis 40 ans malgré la maigreur de ses moyens. Toutefois, il craint fort que l'Organisation ne soit pas capable d'honorer son obligation de rembourser les pays qui ont fourni des contingents et des équipements, du fait que certains États Membres ne s'acquittent pas de leur contribution aux opérations de paix. On ne pourra pas éliminer la dette de l'Organisation à bref délai si les Membres qui ont accumulé des arriérés ne les remboursent pas et ne tiennent pas leurs engagements en matière de maintien de la paix. À long terme toutefois, la solution consiste à mettre en place une formule stable, garantie et prévisible pour déterminer les contributions de tous les États Membres aux activités de maintien de la paix. Il convient donc de réviser l'actuel barème, qui est dépassé, pour tenir compte des réalités économiques et politiques actuelles, en s'appuyant sur les trois principes fondamentaux définis pour la répartition des dépenses de maintien de la paix dans les résolutions 1874 (S-IV) et 3101 (XXVIII). Il faut tenir dûment compte de la situation économique des pays en développement, de la responsabilité particulière des membres permanents du Conseil de sécurité et du critère de la capacité contributive, qui a fait ses preuves.

40. Il est essentiel de réexaminer à fond le barème des quotes-parts pour le maintien de la paix afin que les États Membres puissent honorer leurs obligations intégralement, dans les délais et sans conditions. L'orateur

espère donc que tous les États Membres feront preuve de souplesse et de coopération, dans un esprit de solidarité internationale et de responsabilité collective, pour trouver un accord capable de mettre un terme aux éternels problèmes financiers qui ont jusqu'à présent entravé les activités de paix des Nations Unies. À cet effet, sa délégation a l'intention de participer pleinement aux débats sur la question.

41. **M. Wang Yingfan** (Chine) dit que sa délégation souscrit sans réserve à la déclaration faite par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Les opérations de paix sont un aspect important de la mission de l'Organisation en matière de préservation de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi la délégation chinoise déplore que ces opérations se heurtent à des difficultés financières croissantes.

42. Le barème des quotes-parts peut être ajusté en fonction de l'évolution des circonstances, mais il faut que le principe de la capacité contributive soit respecté de façon à ce que les pays en développement ne soient pas chargés d'un fardeau excessif. En sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine est pleinement consciente de sa responsabilité dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, et s'est acquittée de ses obligations financières tant pour le budget ordinaire que pour les opérations de paix. Toutefois, son Gouvernement ne peut accepter qu'on cherche à fixer un plancher pour la contribution des membres permanents ou à accroître considérablement la contribution de la Chine. Les participants au débat ont fait observer à de nombreuses reprises que la principale cause des difficultés financières actuelles est l'accumulation d'arriérés, au fil des ans, par un petit nombre de pays et en particulier celui dont la quote-part est la plus importante. L'Organisation ne disposera d'une base financière solide pour le maintien de la paix que lorsque tous les États Membres verseront leurs contributions intégralement, ponctuellement et sans conditions. Tant que tel n'est pas le cas, toute discussion relative au renforcement du rôle de l'Organisation dans le maintien de la paix ne peut être que pure rhétorique.

43. **Mme Ibraimova** (Kyrghizistan) dit que les opérations de paix sont la principale mission pour laquelle l'Organisation a été créée et ce sur quoi elle sera en définitive jugée. L'ampleur et le nombre des opérations ont augmenté et il est donc devenu nécessaire d'accroître le budget. Le prix payé en vies humaines a



aussi été très élevé : entre 1948 et le 30 juin 2000, 1648 personnes ont été tuées au cours d'opérations de paix sous l'étendard des Nations Unies. La communauté internationale a une dette morale envers ces courageux militaires et civils qui ont sacrifié leur vie.

44. Le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809) est un premier pas très important dans le sens de la réforme et il convient d'étudier soigneusement les recommandations qui y figurent. La délégation de l'oratrice souscrit à la proposition du Groupe selon laquelle il conviendrait d'habiliter le Secrétaire Général, avec l'approbation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à engager jusqu'à 50 millions de dollars avant que le Conseil de sécurité adopte une résolution pour lancer une nouvelle opération de maintien de la paix (résumé, page xii). Cela donnerait à l'Organisation la souplesse nécessaire pour sauver des vies dans les zones en conflit.

45. Toute nouvelle formule de calcul des quotes-parts pour les opérations de paix doit être fondée sur la transparence, le consensus et la bonne volonté de tous les États Membres. L'actuelle formule a été conçue il y a 27 ans pour une opération spécifique. Il est grand temps de réexaminer les aspects financiers du maintien de paix dans toute leur complexité.

46. **M. Sotirov** (Bulgarie) dit que sa délégation souscrit à la déclaration faite par le représentant de la France au nom de l'Union Européenne. Si l'on veut vraiment atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire, il faut relever le défi du financement des opérations de paix.

47. Pour sa part, la Bulgarie est disposée à accroître sa contribution au budget des opérations de paix, comme en témoigne la récente décision prise par son Gouvernement de renoncer volontairement à l'abattement dont elle bénéficiait en vertu de la formule actuelle, ce qui l'a fait passer du groupe C au groupe B. De plus, elle est en train de prendre les dispositions nécessaires pour régler l'intégralité de son arriéré au titre des contributions au maintien de la paix.

48. **M. Niehaus** (Costa Rica) dit que sa délégation s'associe aux déclarations faites par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par le représentant de la Colombie au nom du Groupe de Rio. Le travail de la Cinquième Commission est essentiel pour l'accomplissement des buts et objectifs de la

Charte, il ne doit pas être entravé par des considérations de basse politique et doit au contraire rester dans les limites de l'objectivité et du professionnalisme le plus rigoureux.

49. L'Organisation a besoin d'un mécanisme de financement durable et il faut donc que le barème des quotes-parts pour les opérations de paix se base sur le principe de la capacité contributive. Il faut aussi tenir compte de la situation particulière des pays en développement et de celle des membres permanents du Conseil de sécurité. Il importe enfin de ne pas oublier la contribution particulière qu'apportent à la paix les pays qui ont renoncé à l'usage de la force. Les pays qui n'ont pas d'armée permanente ou qui ne consacrent qu'une fraction infime de leur produit national brut au budget militaire apportent une contribution beaucoup plus grande au maintien de la paix que ceux qui ont un énorme budget militaire ou exportent des armes, et devraient donc avoir droit à un abattement spécial de leur contribution aux opérations de paix.

50. **M. Jordan Pando** (Bolivie) dit que les résultats du Sommet du Millénaire ont montré que l'Organisation des Nations Unies n'était pas vraiment en crise mais qu'il y avait des problèmes dans certains domaines. Par exemple, la composition du Conseil de sécurité, qui dispose d'un pouvoir exécutif considérable, reflète plus la situation mondiale de 1945 que les réalités contemporaines. En outre, les ressources disponibles pour le développement et le maintien de la paix sont de plus en plus insuffisantes.

51. La délégation de l'orateur souscrit aux déclarations faites par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par le représentant de la Colombie au nom du Groupe de Rio. Elle est d'accord avec ce dernier au sujet du fait que la principale cause des problèmes financiers est que l'État dont la quote-part est la plus importante ne s'acquitte pas de ses obligations, tant pour ce qui est du budget ordinaire que pour le financement du maintien de la paix. Dès lors qu'un État est membre de l'Organisation, les objectifs et engagements de celle-ci doivent faire partie intégrante de la politique de son gouvernement ; il convient que les États Membres s'abstiennent d'utiliser l'Organisation à des fins de politique intérieure.

52. La capacité contributive devrait être le principal facteur à prendre en considération pour déterminer les quotes-parts, tant dans le cadre du budget ordinaire que dans celui des opérations de paix, et doit être calculée

sur la base du revenu par habitant et du produit national brut. L'actuelle méthode de répartition des dépenses de maintien de la paix n'est pas vraiment un barème : les pays ont été simplement répartis en quatre groupes (A, B, C et D) d'une manière qui manque de cohérence et ne tient guère compte des réalités économiques. Un vrai barème devrait classer les 189 États Membres sur la base de critères tels que leur situation économique et financière, le seuil de pauvreté, leur niveau de développement et leurs responsabilités au sein du Conseil de sécurité. La hausse du coût des opérations de paix préoccupe tous les Membres et presque tous souhaitent qu'on adopte un barème fondé sur la capacité contributive. On ne peut pas prendre en compte les intérêts spéciaux des groupes régionaux car cela serait contraire au principe de la responsabilité collective du maintien de la paix. En fin de compte, l'adoption d'un barème fondé sur la capacité contributive est le moyen le plus équitable d'obtenir un financement adéquat des opérations de paix.

53. Il importe aussi d'adopter des principes directeurs clairs pour déterminer ce qu'est vraiment une opération de maintien de la paix. L'excellent rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809) contient une évaluation de la situation actuelle, notamment sous l'angle financier, et des recommandations pour l'avenir. Pour les pays en développement, le financement du développement est aussi important que celui du maintien de la paix. Au lieu d'affecter des ressources à des opérations de maintien de paix qui s'éternisent, l'Organisation devrait les affecter au développement, ce qui conduirait à la paix et aiderait à prévenir les conflits. Une Organisation des Nations Unies qui négligerait le noble objectif du développement pour se consacrer uniquement au maintien de la paix deviendrait une sorte de police internationale, et tel n'est pas l'objectif pour lequel elle a été créée.

*La séance est levée à 12 h 10.*